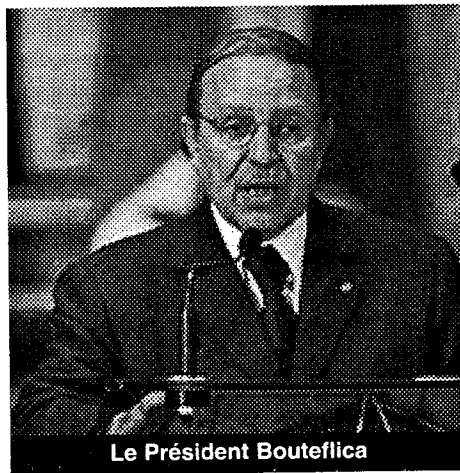


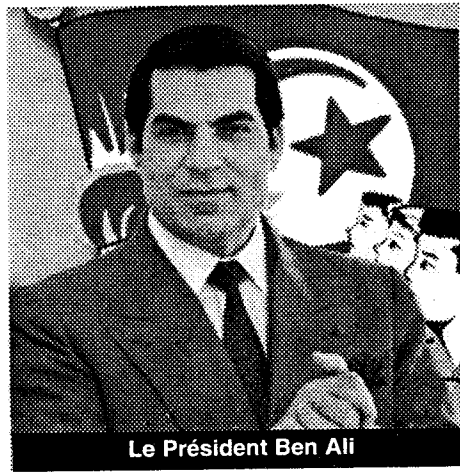
VENTS DE MÉDIATION ...

Après les escalades verbales et les dénégations ayant marquées la crise intervenue début Août 2004 entre la Mauritanie, la Libye et le Burkina Faso suite aux accusations formulées par les Mauritanie à l'en-droit de ses deux pays et les preuves qu'elle avait fini par exhiber prouvant leur implication dans une tentative de putsch manqué, le conflit larvé semble avoir pris depuis quelques jours, les arcanes de la diplomatie. Une évolution prélude à un dégel ? Rien n'est moins sûr ! La Mauritanie, après l'arrestation sur son sol, de deux des cerveaux du putsch manqué de 2003, venus justement du Burkina vient de réitérer au Burkina sa demande d'extradition du restant des putschistes en fuite.

P : 3



Le Président Bouteflika



Le Président Ben Ali

Mauritanie -Libye- Burkina

Vents de médiation ...

Néanmoins, si l'escalade médiatique en Mauritanie semble avoir baissé d'un cran et les éditoriaux de la presse officielle burkinabé passant au vitriol la Mauritanie semblent eux aussi avoir diminué d'intensité, c'est vraisemblablement le résultat d'une action diplomatique combinée de Tunis Alger et Paris.

En effet, le dirigeant du régime burkinabé était à Tunis le 7 juillet dernier dans une visite qui n'avait pas été préalablement annoncée et dont aucune précision n'a été donnée sur son motif et sa durée. Seulement l'on sait que le président Tunisien Zine El Abidine Ben Ali lié par une profonde amitié avec le président Ould Taya s'est entretenu jeudi dernier au palais de Carthage avec Compaoré des relations bilatérales, de la situation en Afrique et au Proche-orient a rapporté l'agence tunisienne TAP (officielle). L'agence de presse tunisienne a toutefois précisé que le président Ben Ali a réaffirmé au cours de sa rencontre avec Compaoré, la volonté de la Tunisie de "contribuer activement à la dynamisation des structures de l'Union africaine, pour renforcer son rôle dans le règlement des conflits en Afrique et l'instauration d'un climat de paix et de sécurité". On imagine aisément que cette contribution de la

Tunisie au règlement des conflits et l'instauration d'un climat de paix ne pourra occulter la tension persistante entre trois pays membres de l'Union africaine et dont deux sont membres de l'Union du Maghreb Arabe.

L'Union du Maghreb Arabe (UMA) qui par ailleurs dépêchée dans le même sens, le 8 octobre à Nouakchott, son secrétaire général, le tunisien Habib Boularès. 48 heures auparavant M Boularès était à Tripoli dans une mission analogue.

Au cours de son séjour à Nouakchott M. Boularès a indiqué avoir évoqué avec le Président Ould Taya la dernière tentative de coup d'Etat soulignant que le président Ould Taya "veille à laisser les événements dans leur proportion réelle, à sauvegarder la cohésion de l'UMA et à traiter les affaires avec sagesse et calme".

Le responsable maghrébin s'est félicité du fait que la Mauritanie soit sortie sauve des événements indésirables qu'elle vient de connaître et que la paix et la sécurité du pays ait été préservées, précisant en avoir félicité le Président Ould Taya.

Par ailleurs, des efforts de l'Algérie un autre pays ami de la Mauritanie sont venus s'ajouter à ceux de la Tunisie et de l'UMA. Ainsi le quotidien algérien "Al Khabar" citant des sources officiel-

les, dans son édition du 11 octobre, a rapporté que le président Bouteflika a engagé une médiation entre la Mauritanie et la Libye. C'est dans ce sens que notre confrère "Al Khabar" a placé la présence du chef de la diplomatie mauritanienne à Alger le 11 octobre ainsi que celle de Abdel Salam Triki émissaire du dirigeant libyen et porteur d'un message adressé au président algérien expliquant la position de son pays.

Soulignons par ailleurs, que la deuxième réunion intergouvernementale de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la prévention et la lutte contre le terrorisme se tiendra le 13 et le 14 octobre à Alger.

Pendant deux jours, des membres de gouvernements, les ministres de l'Intérieur notamment, des officiers militaires et de la police ainsi que des experts de plusieurs Etats africains devront débattre de la porosité des frontières en Afrique, de la complicité des autorités tribales, de la désorganisation et l'amateurisme des services policiers favorisant les infiltrations des terroristes et leur implantation dans des zones de non-droit mais aussi de la stratégie à adopter pour que chaque pays cesse d'être une base arrière du terrorisme pour son voisin.

Une occasion qui pourra être exploi-

tée par la Mauritanie au cas où l'action diplomatique ne portera pas ses fruits pour dénoncer l'implication libyenne et burkinabé dans la dernière tentative de putsch en Mauritanie.

Enfin, il semble de plus en plus évident que la France ait engagée une médiation (au nom de la francophonie ?) pour permettre la participation de la Mauritanie au 10ème sommet de la Francophonie prévu à Ouagadougou les 26 et 27 novembre prochains.

Cité par la PANA l'ambassadeur du Burkina en France, Philippe Sawadogo a révélé le 11 octobre qu'un comité ad hoc d'Etats francophones a été créé pour permettre la participation de la Mauritanie au futur sommet de la Francophonie.

Un sommet de la Francophonie où le contentieux mauritano-burkinabé pourrait être discuté et dans lequel seront évoquées également les crises politiques dans plusieurs Etats francophones, dont la Côte d'Ivoire et qui devrait déboucher sur une déclaration sur les crises politiques dans les pays francophones.